

BILLET DE BLOG 8 février 2015

Négociations climat de Genève : que faut-il en attendre ?

Auteur

Thomas Spencer

Chercheur associé

🕒 Temps de lecture: 3 min



EN DIRECT DE GENÈVE -

Les négociations pour un nouvel accord climatique recommencent cette semaine à Genève. Que faut-il en attendre ? L'an dernier, la conférence de Lima a adopté un projet de texte pour le nouvel accord. Ce dernier contient l'ensemble des options clés, mais montre aussi les divergences marquées qui subsistent. L'objectif pour Genève sera donc de finaliser et de clarifier le texte, en éliminant les concepts qui se chevauchent inutilement, en structurant les différentes options et en définissant les principales décisions politiques qui restent à prendre.

Nous devrions quitter Genève avec un texte plus clair et plus simple pouvant être soumis en mai comme projet pour l'accord 2015. Il ne faut toutefois pas s'attendre à ce que le texte reflète des avancées substantielles à ce stade.

À première vue, cela semble banal. Alors pourquoi est-ce si difficile ? Bien sûr, des questions compliquées et des intérêts souvent divergents sont en jeu. Mais surtout, les pays se livrent entre eux à un exercice difficile de communication, qui est en fait un exercice d'imagination. L'une des raisons qui rend les pays hésitants est le fait que cet accord vise à structurer la coopération climatique sur le long terme. Toutefois, l'accord 2015 lui-même ne contiendra que les cibles, les institutions et les principes essentiels ; les détails opérationnels seront définis ultérieurement. Les pays sont donc réticents à donner ce qui pourrait être un « chèque en blanc », sans avoir une idée claire, et surtout partagée, de la façon dont le régime fonctionnera effectivement à long terme. Les pays parlent d'un mécanisme permettant de relever le niveau d'ambition, mais comment sera-t-il appliqué dans la pratique ? Comment le système de mobilisation des activités de financement fonctionnera-t-il dans le nouvel accord ? Qu'en sera-t-il de la transparence ?

Apporter des réponses à ces questions prend du temps, bien sûr, compte tenu du grand nombre de pays. Les avancées sur la finalisation du texte ont été cruciales à Lima. Mais il est tout aussi important que les pays entrent dans les détails de leurs propositions, à un niveau aussi opérationnel que possible, afin que les autres puissent comprendre à quoi ils s'engagent.

Sur un certain nombre de domaines, les discussions à Genève peuvent nous aider à définir de nouveaux points de convergence. Le premier porte sur l'idée d'un accord dynamique. La grande question ici est de savoir si les contributions vont continuer à être descendantes et « établies au niveau national », ou s'il y aura certains éléments de contrôle plus ascendants. Ce dernier point rend certains pays nerveux. Un terrain d'entente pourrait éventuellement être trouvé dans l'idée de cycles de contributions nationales ciblées clairement définies, qui seraient combinés à un bilan de l'examen stratégique des progrès réalisés en termes de transformation à l'échelle mondiale, pouvant alimenter les discussions sur la façon d'améliorer le cadre de coopération mondiale, par exemple sur les technologies, le financement ou l'adaptation dans les phases suivantes de l'action collective. Il apparaît clairement qu'avoir une occasion de réaliser des « bilans stratégiques » périodiques au niveau mondial pourrait s'avérer utile. Toutefois, au lieu de se concentrer sur « l'écart d'ambition », il pourrait être bon de se concentrer davantage sur « l'écart d'opportunité », c'est-à-dire la façon dont le renforcement de la collaboration internationale dans des domaines spécifiques peut créer des opportunités et bâtir la confiance indispensable pour que les contributions des pays s'améliorent dans le temps.

Le deuxième domaine qui pourrait progresser à Genève est celui de la « portée » des prochains cycles : doivent-ils s'appliquer uniquement à l'atténuation, ou également à l'adaptation, au financement, à la technologie et à la transparence ? Le cadre de la collaboration climatique mondiale doit dépasser celui des émissions : le défi et les avantages de l'action collective sont beaucoup plus larges. En ce sens, les cycles à venir devraient couvrir tous les éléments de l'accord, tout en tenant compte des spécificités propres aux défis d'adaptation, d'atténuation, de financement et de technologie. Le concept de contributions nationales peut ainsi se construire comme un outil flexible permettant aux pays de décrire d'une manière transparente leurs stratégies dans chacun de ces domaines.